

20 MAI, RECHERCHE, PLUS QUE JAMAIS AGIR DANS L'UNITÉ

Dans leur communiqué commun du 11 Mai 2005 « l'intersyndicale de la recherche et de l'enseignement supérieur » et « Sauvons la recherche » (SLR) ont annoncé qu'ils rompaient les discussions amorcées depuis plusieurs semaines avec le Ministère sur le Projet de loi d'orientation et de programmation de la recherche (cf. lettre flash du SNESUP en date du 12 Mai). Le SNESUP et l'ensemble de ces organisations appellent à la journée nationale de manifestations du 20 mai pour la recherche et l'enseignement supérieur. Des raisons de fond sont à l'origine de leur colère et de cette rupture avec le gouvernement :

1. C'est d'abord le refus du gouvernement de prendre réellement en compte les propositions et les revendications exprimées par les organisations syndicales et les Etats Généraux. Exigences que le SNESUP rappelle avec force et solennité. Elles concernent le libre essor de toutes les thématiques de recherche, la complémentarité des organismes et des Universités ainsi que celle des métiers de chercheur et d'enseignant-chercheur, le caractère fédératif des PRES, la réduction des services statutaires des enseignants du supérieur et la résorption de la précarité qui frappe particulièrement le plus grand nombre des jeunes chercheurs, la démocratie dans les instances et l'évaluation transparente et contradictoire des équipes et des personnes. La prise de position des présidents des sections du Comité National rejoint ces exigences. ([lien avec communiqué Comité National](#))
2. C'est ensuite l'absence d'engagement sur une véritable programmation pluriannuelle des emplois et des crédits, alors qu'il faudrait recruter de l'ordre de 5000 d'emplois d'enseignants-chercheurs par an afin de réduire les services statutaires des enseignants du supérieur (enseignants-chercheurs et enseignants de statut second degré), assurer un demi-service pour tous les nouveaux recrutés, donner un statut et un salaire pour tous les doctorants, résorber la précarité... Alors qu'il faudrait aussi doubler d'ici 2010 les crédits de base des Organismes et des Universités.
3. C'est aussi le fait que le gouvernement avance à travers des textes mis plus ou moins en forme législative, une série de mesures inacceptables : modulation des services des enseignants-chercheurs type BELLOC ; instances d'évaluation et de gestion composées pour l'essentiel par des experts nommés par ses soins, dénaturation des PRES.
4. Ce sont enfin l'orientation tout à la fois libérale et technocratique et la stratégie du gouvernement qui consistent à tout faire pour tenter d'ajourner la loi tout en mettant en place, sans attendre, une organisation, des structures et un financement qui bouleversent profondément et affaiblissent la recherche publique : création et développement soutenu de l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) dont les crédits seront en augmentation de 350 millions d'euros par an - agence donnant la priorité à une logique de projets finalisés au détriment du financement récurrent de la recherche fondamentale dans toutes les disciplines ; mise en place des pôles de compétitivité et de l'Agence pour l'Innovation Industrielle(AII) ; réorganisation du CNRS contre l'avis des personnels.

Depuis l'annonce, par le communiqué commun du 11 Mai, de la rupture du dialogue par les organisations syndicales et SLR et de l'appel à la journée nationale de manifestations pour le 20 MAI dans les principales villes de France, le Gouvernement fait tout pour diviser le mouvement. ([lien vers communiqué de presse du SNESUP du 13 Mai](#)).

A cette fin, il fait des effets d'annonce médiatiques, des promesses de pseudo-programmation sur une année, éventuellement reconductible l'année suivante -2006 et 2007- ce qui ne constitue pas une programmation qui devrait s'étendre sur au moins cinq ans ! Il propose comme donnant-donnant à ces artifices ses réformes libérales de l'organisation de la recherche tout en continuant à faire l'impasse sur le budget 2005. ([lien avec discours de Fillon](#))

A cette fin aussi, il s'évertue à exclure les organisations syndicales représentatives d'une vraie négociation. Cette volonté et cette pratique du gouvernement sont sans précédent et inacceptables alors que ce qui est en jeu c'est l'avenir de la recherche et de l'enseignement supérieur publics.

Avec l'intersyndicale et SLR, le SNESUP réaffirme que c'est seulement la forte mobilisation de la communauté scientifique des Organismes et des Universités qui peut faire fléchir le gouvernement et l'amener à négocier sur des réformes voulues par elle.

Pour toutes ces raisons le SNESUP-FSU appelle à faire, dans l'unité, du

VENDREDI 20 MAI : UNE GRANDE JOURNÉE D'ACTION POUR UNE VÉRITABLE LOI D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION ALLIANT DES TRANSFORMATIONS DE STRUCTURE VOULUES PAR LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE ET LES CRÉATIONS D'EMPLOIS AINSI QUE LES FINANCEMENTS PERMETTANT À LA RECHERCHE FRANÇAISE D'ATTEINDRE LES 3% DU PIB. *Motion de la CA du 13 MAI 2005*

Dernière Minute : *il apparaît que le gouvernement fait le forcing pour désamorcer la mobilisation du 20 et tenter de diviser les organisations syndicales et SLR : F Fillon annonce des "déclarations" en conseil des ministres ce mercredi. Nous voulons quant à nous des actes répondant aux exigences de la communauté scientifique, de réelles mesures budgétaires pluriannuelles. Le SNESUP, dénonce les manœuvres politiciennes du Ministre, il confirme son appel à faire de ce 20 mai, dans l'unité la plus large, la journée nationale de mobilisation nécessaire pour sauver la recherche et l'enseignement supérieur.*